

PRÉFET DU BAS-RHIN

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES
Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques

SCAN UT-67

AG

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 9 MARS 2016

mettant en demeure la société LANA PAPIERS SPECIAUX II à Strasbourg
de respecter les dispositions des articles L.515-30 et R.515-71 du code de l'environnement

Le Préfet de la Région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine
Préfet de la zone de défense et de sécurité Est
Préfet du Bas-Rhin

- VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I ;
- VU la décision de la commission européenne du 26 septembre 2014 (parue le 30 septembre 2014) établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour la production de pâte à papier, de papier et de carton au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement Européen et du Conseil ;
- VU le rapport du 10 février 2016 de la Direction Régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que la société LANA PAPIERS SPECIAUX II exploite à Strasbourg des installations visées par la rubrique n° 3610 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que pour ces installations la société LANA PAPIERS SPECIAUX II aurait dû, le 30 septembre 2015 au plus tard remettre au préfet le dossier de réexamen mentionné à l'article R.515-71 du code de l'environnement et décrit à l'article R.515-72 du même code, et joindre à ce dossier le rapport de base lorsque l'activité relève du 3° du I de l'article R.515-59 du code de l'environnement (article L.515-30 du code de l'environnement) ;

CONSIDÉRANT que le 10 février 2016 la société LANA PAPIERS SPECIAUX II n'a pas transmis le dossier de réexamen précité et qu'elle n'a fourni aucun élément relatif au rapport de base mentionné au même article ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* »,

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

A R R Ê T E

Article 1^{er} : La société LANA PAPIERS SPECIAUX II dont le siège social est situé 139 route de la Wantzenau à Strasbourg (67015), est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse, dans un délai de **3 mois**, les prescriptions de l'article R.515-71 et de l'article L.515-30 du code de l'environnement qui, au regard de la parution de la décision susvisée de la commission européenne, imposent que les exploitants des installations relevant de la rubrique 3610 déposent :

- un dossier de réexamen dont le contenu est défini à l'article R ;515-72 du code de l'environnement
- un rapport de base lorsque l'activité relève du 3° du I de l'article R ;515-59 du code de l'environnement.

Article 2 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement,

Article 3 : Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin, le Directeur de la société LANA PAPIERS SPECIAUX II, la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (service de l'inspection des Installations Classées), le maire de STRASBOURG, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

LE PRÉFET

R le Préfet,
Le Secrétaire Général


Christian RIGUET

Délais et voies de recours

Article R.514-3-1 du Code de l'environnement

Sans préjudice de l'application des articles L.515-27 et L.553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L.514-6 et aux articles L.211-6, L.214-10 et L.216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative (Tribunal Administratif de Strasbourg): l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.